

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2013

TENDANCES

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

Légère amélioration du climat des affaires

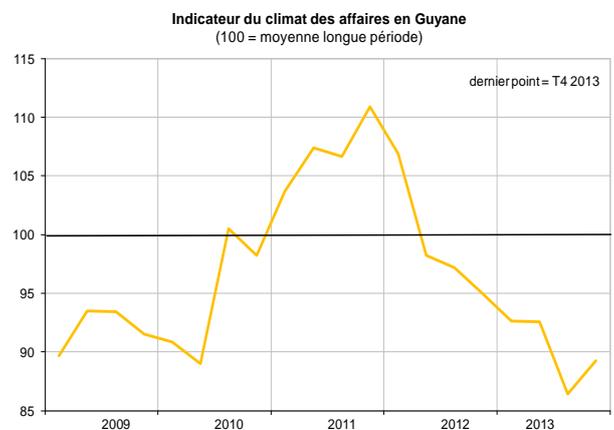
L'indicateur du climat des affaires (ICA) amorce une légère progression au quatrième trimestre (+1 point). Se situant à 88,2 points, il demeure cependant bien en deçà de sa moyenne de longue période (-11,8 points).

Cette amélioration s'explique principalement par l'augmentation de l'activité passée et prévue, et par une évolution positive des effectifs au cours du trimestre sous revue. En revanche, la trésorerie et les prévisions d'investissement impactent l'ICA à la baisse.

La dégradation du marché du travail se poursuit. Après cinq trimestres consécutifs de repli, les intentions d'investir des chefs d'entreprise à un an sont de nouveau orientées à la baisse. La consommation des ménages se raffermit légèrement.

Les chefs d'entreprise font état d'une dégradation des secteurs du commerce, de l'industrie, des services marchands et de la construction. En revanche, une meilleure orientation du secteur primaire et du tourisme est anticipée.

Malgré ce contexte incertain, les perspectives d'activité pour le premier trimestre 2014 affichent une moindre dégradation.



PRÉVISIONS DE CROISSANCE

Selon les dernières prévisions du FMI, la croissance du Suriname atteindrait 4,7 % en 2013 et 4 % en 2014. Pour le Guyana la croissance serait de 5,3 % en 2013 et de 5,8 % en 2014. Le PIB brésilien augmenterait de 2,5 % en 2013 et en 2014. Le Paraguay (+12,0 %) et le Panama (+7,5 %) figurent parmi les pays les plus dynamiques de la zone Amérique latine/Caribes dont la prévision de croissance globale pour l'année 2013 s'élève à 2,7 %. L'augmentation des prix restera soutenue au Brésil (+6,3 % en 2013), au Guyana (+4,1 %) et, dans une moindre mesure, au Suriname (+2,8 %), ce dernier ayant réussi à stabiliser progressivement son inflation depuis deux ans.

AMÉRIQUE LATINE

Selon la dernière édition des Perspectives économiques de l'Amérique latine, les économies latino-américaines continuent de présenter une croissance relativement stable, mais les incertitudes liées à la modération des prix des matières premières et à l'environnement financier extérieur seraient de nature à infléchir leur développement économique à moyen terme. Par ailleurs, les pays latino-américains font face à la concurrence croissante d'autres pays émergents (Asie et Afrique), notamment dans les secteurs manufacturiers. Le rapport incite les pays d'Amérique latine à améliorer leur productivité, leurs réseaux logistiques et leur compétitivité en général.

Evolution à la hausse des prix

En décembre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse de 0,2 % sur le trimestre. La hausse des prix des services (+0,8 %), des produits manufacturés (+0,1 %) et de l'alimentation (+0,1 %) est partiellement compensée par la baisse de ceux de l'énergie (-2,4 %).

En glissement annuel à la fin de l'année 2013, l'indice des prix croît de 1,0 %, tiré principalement par les variations des prix de l'alimentation (+3,1 %) et des services (+1,0 %).

Le marché de l'emploi reste morose

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM Catégorie A) continue de progresser au troisième trimestre 2013 (+3,7 %), après +3 % au trimestre précédent. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an et celui des allocataires diminuent respectivement de 0,4 % et de 4,4 % en données brutes.

Selon les données de Pôle emploi, les « entrées », en catégories A, B, C, à fin décembre sont en hausse de 0,7 %, contre 2 % les trois mois précédents. Cette évolution est due notamment à l'augmentation des licenciements pour d'autres motifs (+2,5 %) fortement compensée par la diminution des licenciements économiques (-26 %) et des démissions (-17,2 %).

Les « sorties » de catégories A, B, C progressent légèrement ce trimestre (+1,5 %). Cette évolution modeste s'explique par le triplement des entrées en stage, le fort accroissement des arrêts de recherche (+37,9 %) en partie compensés par la diminution des radiations administratives (-28,6 %).

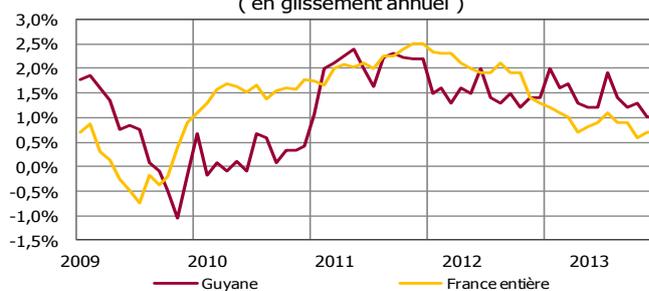
Les offres d'emploi collectées augmentent significativement au cours des trois derniers mois (+35,8 % contre +12,9 % au trimestre précédent). Cette hausse est due à la croissance des offres d'emploi durables (6 mois ou plus avec une progression de 68,8 %), alors que les offres d'emploi non durables (moins de 6 mois) sont en repli de 18,6 %.

Léger raffermissement de la consommation des ménages

Une majorité d'indicateurs de suivi de la consommation conforte les signes d'une reprise au quatrième trimestre après l'amorce initiée au trimestre précédent. Les importations d'équipements électriques et ménagers (+13 % CVS), les ventes de véhicules de tourisme neufs (+8 % CVS) ainsi que les encours bancaires des crédits à la consommation (+3,2 % CVS) s'inscrivent en hausse. En revanche les importations de biens de consommation courante font état d'une légère diminution (-2 % CVS).

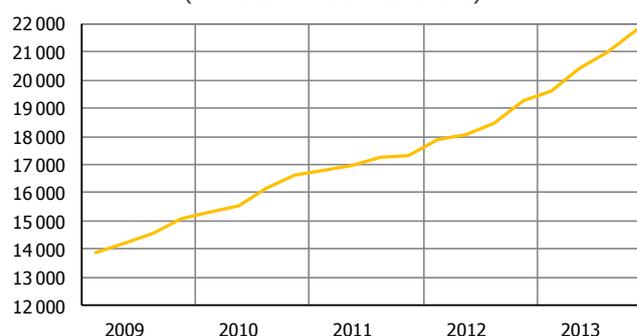
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont également favorablement orientés avec une réduction continue du nombre de retraits de cartes bancaires (-11,4 % soit 342 retraits contre 386 au troisième trimestre) et une légère baisse du nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire (-0,6 %).

Evolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : Insee : données mensuelles (indice incluant le tabac)

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)
(données fin de trimestre CVS)



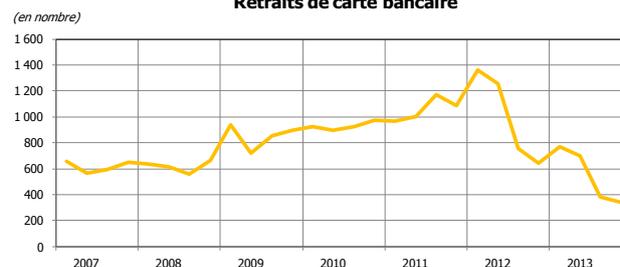
Source : Pôle emploi / Dieccte

Ventes de véhicules de tourisme neufs



Source : Somafr. CVS/CJO Iedom

Retraits de carte bancaire



Source : Iedom

Reprise de l'investissement en demi-teinte

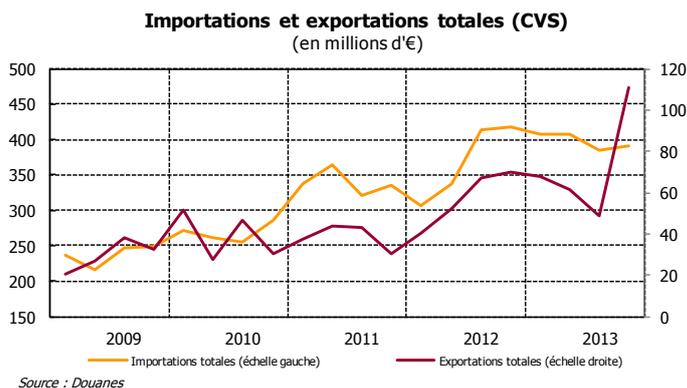
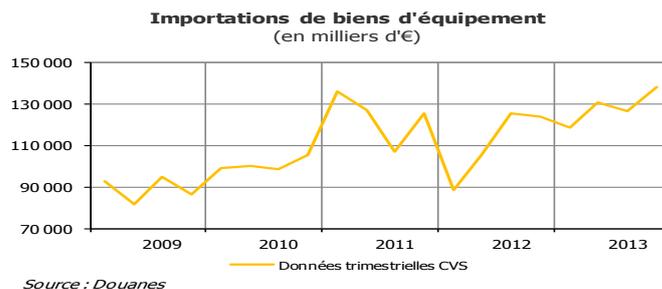
Les indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises évoluent de façon contrastée : si les importations de biens d'équipement et les créations d'entreprises progressent respectivement de 9,1 % (CVS) et de 8,2 % (CVS), les ventes de véhicules utilitaires neufs, s'inscrivent en revanche en baisse (-5,9 % CVS) pour le second trimestre consécutif.

Par ailleurs, les prévisions d'investissement sont mal orientées pour le sixième trimestre consécutif. Hormis les prévisions des chefs d'entreprise du secteur du tourisme qui semblent se redresser, celles des chefs d'entreprise des autres secteurs restent défavorables.

Des exportations en forte hausse

Les importations s'améliorent légèrement à la fin de l'année 2013 (+1,5 % CVS). Cela s'explique notamment par l'augmentation des importations de matériels de transport, de produits des industries agroalimentaires et de produits informatiques, électroniques et optiques.

Les exportations pour le quatrième trimestre ont plus que doublé (+127,5 % CVS) compte tenu de la hausse du poste relatif aux machines industrielles et agricoles qui correspond à la réexportation de machines de sondage ou de forage à destination de Trinidad et Tobago qui a plus que triplé en un an (+273 %).

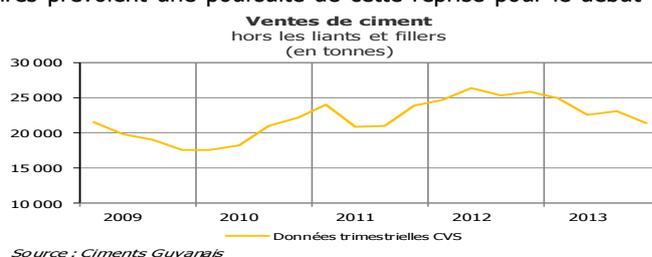


UNE MAJORITÉ DES SECTEURS EN REPLI

Le courant d'affaires du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** poursuit sa progression pour le troisième trimestre consécutif. Les importations de bovins et de porcins augmentent respectivement de 4,7 % CVS et 50,5 % CVS ce trimestre tout comme les abattages de porcins (+4,0 % CVS). A l'inverse, les abattages de bovins évoluent à la baisse (-1,5 % CVS) pour la première fois depuis quatre trimestres.

Dans le secteur de la **pêche**, les exportations de crevettes (+62,8 %) et de poissons (+61,8 %) se relèvent sensiblement. Les professionnels du secteur primaire et des industries agroalimentaires prévoient une poursuite de cette reprise pour le début de l'année 2014.

Dans le secteur de la **construction**, l'activité est encore dégradée. Le poids des charges, des délais de paiement et de la trésorerie s'alourdit de nouveau ce trimestre et les prévisions d'investissement restent défavorables. Les ventes de ciment (hors liants et fillers) pour le dernier trimestre 2013 diminuent de 7,7 % CVS.



L'activité **industrielle** se dégrade à nouveau au quatrième trimestre. Malgré un raccourcissement des délais de paiement et un allègement du poids des charges, la trésorerie se détériore. Les effectifs et les prix sont toutefois orientés en hausse ce trimestre. Les professionnels du secteur escomptent une amélioration de leur activité pour le début de l'année 2014 mais n'envisagent toutefois pas d'augmentation de leur investissement à un an.

Le ralentissement de l'activité **spatiale** se poursuit au quatrième trimestre avec un nombre de lancements de satellites inférieur à celui prévu initialement. Un tir a permis la mise en orbite d'un satellite au cours de cette période, contre deux tirs et quatre satellites le trimestre précédent. Sur un an, l'activité s'est ainsi réduite de manière non négligeable avec trois tirs et six satellites de moins par rapport à l'année précédente. Sept lancements de fusée ont ainsi été réalisés avec succès en 2013, et Ariespace affiche l'ambition de réaliser douze lancements au cours de l'année 2014.

Dans le secteur **aurifère**, les exportations diminuent de 14,7 % CVS, et de 12,8 % CVS en valeur en lien, notamment, avec la baisse du cours de l'once d'or depuis quatre trimestres. A décembre 2013, en moyenne sur trois mois, le cours du métal précieux était de 1 272 \$ contre 1 324 \$ le trimestre précédent (-4,1 %). La fermeture d'un site d'orpaillage d'importance peut expliquer le déclin de la production en volume.

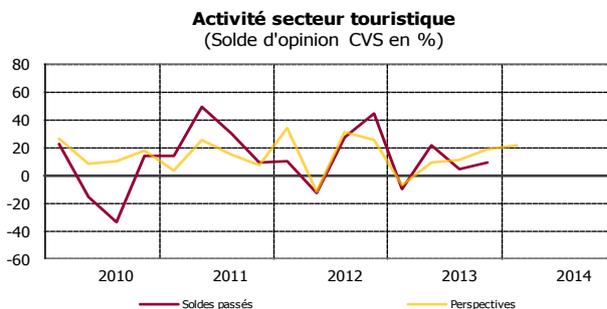


La progression de l'activité du secteur du **commerce**, amorcée au troisième trimestre, ne s'est pas poursuivie en fin d'année. L'allongement des délais de paiement a impacté la trésorerie qui s'est dégradée. Les chefs d'entreprise font état d'un moindre alourdissement de leurs charges mais témoignent néanmoins d'effectifs en augmentation. Malgré des prévisions d'investissement en phase de redressement durant l'année, le courant d'affaires au quatrième trimestre est en baisse selon les chefs d'entreprise.

L'activité dans le secteur des **services marchands** s'améliore. Les délais de paiement, tout en restant raisonnables, se sont légèrement allongés sans toutefois impacter les charges et la trésorerie qui tendent à s'améliorer. Les professionnels prévoient pour le premier trimestre 2014 une augmentation sensible de leur activité mais sans volonté d'investir à un an.

Au quatrième trimestre les professionnels du **tourisme** attestent d'une nouvelle amélioration de leur activité. L'embellie prévue pour la fin de l'année s'est confirmée, et les anticipations pour les premiers mois de 2014 sont encore positives. Alors que les délais de paiement semblent s'allonger et que les charges s'alourdissent, la trésorerie reste dégradée mais semble se redresser. Dans ce contexte relativement favorable concernant l'activité, les professionnels envisagent d'investir à l'horizon d'un an.

Au troisième trimestre, le taux d'occupation des hôtels décroît de 12 points pour s'établir à 50 %. Le volume de nuitées pour le troisième trimestre 2013 s'élève à 79 000, en baisse de 15,2 % sur trois mois, évolution qu'il est possible de corréliser avec la baisse d'activité du secteur spatial fin 2013.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE TOUJOURS FRAGILE

La croissance mondiale se renforce au cours du deuxième semestre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) révisant à la hausse sa projection sur l'année à 3 %. Le rebond des exportations est le principal moteur de la reprise dans les pays émergents alors que, dans les économies avancées, l'accélération de la croissance est due essentiellement à l'augmentation des stocks. Cependant, en dépit de ce début d'éclaircie, la situation de l'économie mondiale n'est pas exempte de fragilités ni de risques, en raison notamment de la sous-utilisation des capacités de production dans les pays avancés et de la faiblesse de la demande intérieure dans les pays émergents. La croissance mondiale devrait s'accroître légèrement en 2014 et atteindre 3,7 % selon le FMI.

Selon une première estimation, l'économie américaine croîtrait de 0,8 % au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2013, la croissance atteint 1,9 %, soit un rythme plus faible qu'en 2012 (+2,8 %). L'activité est tirée principalement par la consommation des ménages, qui contribue pour 2,3 points à la croissance et, dans une moindre mesure, par le commerce extérieur, grâce à une progression plus rapide des exportations que celle des importations. Sur la même période, le PIB américain ralentit du fait du recul des dépenses fédérales (-12,6 %).

Au quatrième trimestre, le PIB de la zone euro croît de 0,3 % (après +0,1 % au trimestre précédent). Il s'agit du meilleur chiffre depuis le deuxième trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année, le PIB se contracte néanmoins de 0,4 %. La reprise modérée en fin d'année s'appuie en grande partie sur les exportations, notamment allemandes, tandis que la consommation privée est atone. Le FMI table sur une croissance moyenne de 1 % pour la zone euro en 2014.

Stable au troisième trimestre, le PIB de la France progresse de 0,3 % au quatrième trimestre, la croissance s'inscrivant à 0,3 % en 2013. Le PIB retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de 2008. Cette hausse est imputable notamment à la consommation des ménages, au commerce extérieur et aux investissements qui rebondissent après sept trimestres consécutifs de baisse (+0,6 % après -0,3 %).

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement atteindrait 4,7 % en 2013. La croissance chinoise rebondit au second semestre grâce à l'accélération de l'investissement. Parallèlement, elle suit le même mouvement en Inde, en raison notamment d'une plus forte progression des exportations. Toutefois, les retraits de capitaux et la volatilité des changes pourraient s'accroître dans certains pays émergents en 2014.

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales du G20, réunis à Sydney les 22 et 23 février, ont convenu de « développer des politiques ambitieuses mais réalistes » dans un but d'accroissement collectif de la croissance et ce afin d'accélérer la sortie de crise. Les banques centrales « maintiennent leur engagement que les décisions de politique monétaire continueront à être soigneusement calibrées et clairement communiquées, dans le cadre de l'échange continu d'informations et en étant conscients de leurs impacts sur l'économie mondiale. »

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, U.S. Department of Commerce, G20

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achévé d'imprimer : 6 mars 2014 – Dépôt légal : mars 2014 – ISSN 1952-9619